COMMUNIQUE DE PRESSE

L.I.E.N. : en pleine COP26, le Département s'assoie sur la loi pour foncer toujours plus vite vers la crise climatique

A Glasgow s'ouvre la **COP 26** où, face à l'urgence climatique sans cesse martelée par la communauté scientifique, les Etats sont pressés de mettre enfin en œuvre d'ambitieuses mesures de réductions de leurs émissions de gaz à effet de serre. **Mais la forêt ne se sauve pas qu'en Amazonie.**

Ici aussi, les élus locaux, à leur échelle, devraient agir et comprendre qu'il est URGENT de prendre en considération l'avenir de l'humanité. Mais, soutenus par les entreprises les plus polluantes (Lafarge, le secteur du BTP, les plateformes commerciales et l'immobilier), **les élus locaux, enfermés dans les vieux logiciels, s'obstinent à détruire toujours plus nos biens communs (eau, sol, air) en créant des méga-infrastructures routières et des zones commerciales. Pour eux, la planète est sans limites !**

Pour continuer dans leur course folle à la destruction de la biodiversité, le conseil Départemental et les élus locaux ont décidé de lancer les travaux du LIEN malgré **l'avis très critique de l'autorité environnementale rendu le 28 septembre 2021, à la demande du conseil d'Etat**. Alors que cet avis alerte sur l'augmentation du trafic et de la pollution (particules fines, gaz à effet de serre...) et de l'urbanisation qu'engendrera le L.I.E.N., le président du Département de l'Hérault passe en force sans attendre la décision du Conseil d'Etat et lance les travaux de cette route du siècle dernier. Faire les travaux sans attendre que le Conseil d'Etat se prononce c'est :

- **Remettre en question l'Etat de droit** en ignorant la procédure en cours qui constate l'illégalité de la Déclaration d'utilité publique
- **Mener la politique du fait accompli : brigades d'interventions massives sur la ZAD du LIEN avec interpellations alors qu'il n'y a pas de référé, arrêté d'expropriations en urgence, dérogation additionnelle à la dernière minute. **Le département et la préfecture choisissent le mode Bulldozer.****
- **Mener une politique de l'autruche en niant la crise climatique, environnementale et sociale** et en jetant l'argent public pour réaliser en force un vieux projet inutile conçu dans les années 1980

Car le LIEN c'est :

- **Une connexion autoroutière A9-A750**, axe de trafic routier international, avec toujours plus de camions venant d'Espagne ou de l'Italie, un appel d'air pour les voitures et donc toujours plus de trafic, d'embouteillages, de pollution. C'est pousser toujours plus loin la logique du tout automobile.
- **Une urbanisation massive du nord de Montpellier, cheval de Troie de la Métropole** : ZAC en séries, carrière Lafarge, etc.
- **Une destruction massive de la biodiversité, des espèces protégées, de terres agricoles et de zones naturelles du Nord de Montpellier** avec une extension de la Métropole dans toutes les espaces de nature du secteur du Pic Saint Loup.

Nous demandons aux élus de faire preuve de courage politique. La récente victoire d'Oxygène contre Décatlhon montre que certains peuvent faire preuve de responsabilité et admettre que les temps ont changé, que ce sont ces projets d'hier qui nous mènent dans le mur aujourd'hui. Il est URGENT de réagir et de changer de position en se mettant en phase avec la réalité climatique et en phase avec les attentes sociales.

NOUS DEMANDONS L'ARRET IMMEDIAT DES TRAVAUX et appelons à une réflexion collective sur nos vies pour nous construire ici, là et ailleurs un avenir vivable et juste.

Non au L.I.E.N. !

Organisateurs : Alternatiba Montpellier, ANV COP21 Montpellier, collectif SOS Oulala, Extinction Rébellion Montpellier, Groupe Local de Greenpeace Montpellier, La Carmagnole, Ligue des Droits de l'Homme

Avec les soutiens de : Groupe d'Action France Insoumise Pic Saint Loup, Ensemble !34, Le Groupe Local EELV de Montpellier, Le collectif Citoyens pour le climat Montpellier
Nous Sommes Montpellier, NPA 34, Union Communiste Libertaire Montpellier.

Pièce jointe : Le tract

Le 4 novembre 2021